

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Dossier

N° 464 du 15.06

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

1 Médias/Vidéos

1-1 Amérique Le lobby pro-israélien 1/3.

1-2 Amérique Le lobby pro-israélien 2/3.

1-3 Amérique Le lobby pro-israélien 3/3.

1-4 antiWAR / Peace Music Video.

1-5 Propagande sur Arte.

1-6 Denis Sieffert : La nouvelle guerre médiatique israélienne.

1-7 Gregor Seither: le journaliste est considéré comme une arme au service du combattant.

1-6 Denis Sieffert : La nouvelle guerre médiatique israélienne.

1-7 Gregor Seither: le journaliste est considéré comme une arme au service du combattant.

2 Les brèves

2-1 Richard Héту : George Mitchell évoque la création d'un État palestinien «rapidement».

2-2 Obama et l'UE saluent un «important pas en avant» d'Israël.

2-3 Nétanyahou propose la reprise immédiate et sans conditions préalables des négociations de paix.

2-4 Netanyahu "torpille" les efforts de paix, selon la présidence palestinienne.

2-5 Plainte à la CPI contre Israël, pour crime de guerre et crime contre l'humanité.

2-6 Un Rabbin américain appelle à la destruction des Lieux Saints et à la liquidation totale des arabes!

2-7 Israël refuse le gel de la colonisation réclamé par Barack Obama.

2-8 Les faucons du gouvernement Nétanyahou satisfaits du discours sur un Etat palestinien "démilitarisé".

2-9 Mohamed Al Arabi : Blair utilise les enfants pour résumer l'occupation israélienne à une question religieuse.

2-10 L'Observatoire du sionisme s'inquiète de la montée de l'influence de l'idéologie sioniste sur la vie publique française.

2-11 Roger Waters lance un plaidoyer contre 'le mur' en Cisjordanie.

2-12 Accrochage meurtrier à la frontière entre Gaza et Israël.

2-13 Leyla Jad : Les colons mettent le feu aux terres cultivées.

3 Dossier

3-1 Yariv Oppenheimer : «Le roi est nu» -

[3-2 Gideon Levy : Etats-Unis - Un ami d'Israël.](#)

3-3 Pierre Barbancey : Les pressions s'accroissent sur Netanyahou.
3-4 Ramat Gan : Netanyahu pour un Etat palestinien démilitarisé qui reconnaîtrait Israël.
3-5 Israël Fête Sa Paranoïa Collective Pendant 5 Jours et Prépare Sa Prochaine Guerre "Préventive".
3-6 Gilad Atzmon: Le monstre à trois pattes.
3-7 Leïla mazbouidi : Turning Point 3: Israël en danger, grands tournants dans sa stratégie militaire.
3-8 Amira Hass : Tués à bout portant par l'armée israélienne à Gaza - Quelle justification?
3-9 Jean-Marie Glantsen : Internationalisation de Jérusalem.

1 Médias/Vidéos

1-1 Amérique Le lobby pro-israélien 1/3.

http://www.dailymotion.com/video/x6lhf8_amerique-le-lobby-proisraelien-13_news

1-2 Amérique Le lobby pro-israélien 2/3.

http://www.dailymotion.com/video/x6lgz5_amerique-le-lobby-proisraelien-23

1-3 Amérique Le lobby pro-israélien 3/3.

http://www.dailymotion.com/video/x6lgpz_amerique-le-lobby-proisraelien-33_news

1-4 antiWAR / Peace Music Video.

<http://www.youtube.com:80/watch?v=PEFQXyLucyk>

1-5 Propagande sur Arte.

http://www.alterinfo.net/Propagande-neo-con-sur-Arte_a33253.html

1-6 Denis Sieffert : La nouvelle guerre médiatique israélienne.

L'opération de l'armée israélienne à Gaza, fin 2008-début 2009, a causé la mort de plus de 1300 Palestiniens, dont une grande majorité de civils et près de 300 enfants. Quel conditionnement a conduit la société israélienne à accepter de tels massacres ?

Quelle perception du conflit la presse internationale, notamment française, a-t-elle contribué à diffuser, dans un contexte où l'accès à la bande de Gaza fut interdit aux journalistes pendant ces vingt-deux jours de bombardements ?

Denis Sieffert montre qu'un long travail a été accompli sur l'opinion israélienne et internationale pour « déshumaniser » les Palestiniens de Gaza : Les mensonges sur la responsabilité dans la rupture de la trêve, la « dépolitisation » du Hamas, réduit à un mouvement terroriste, et l'occultation délibérée des effets économiques, sanitaires et humains du blocus imposé par Israël à la population de Gaza ont créé les conditions d'une nouvelle guerre médiatique, inséparable de la stratégie politico-militaire d'Israël.

Ce livre reconstitue minutieusement la chronologie des événements, et il rétablit des liens de cause à effet renversés par la propagande. Il décrypte aussi les formes, souvent très subtiles, par lesquelles cette désinformation a circulé - et continue de circuler - dans les médias français.

Table des matières : Introduction - 1. Un climat, une stratégie - Entre peur réelle et propagande - Un sondage édifiant - Une démocratie communautaire - Les conséquences d'une « offre généreuse » imaginaire - 2005-2009 : les deux facettes d'un même plan - Gaza : la colonisation sans colons - L'aveu historique d'un conseiller zélé - Le portrait inquiétant du Palestinien imaginaire - 2. Le Hamas dans les médias - La fausse dualité de « l'islamiste et du modéré » - Le vrai visage d'un désinformateur - Du désinformateur à l'éditorialiste islamophobe - La troisième figure de la désinformation : le lobbyiste - Les électeurs du Hamas : des « illettrés » - Le Hamas à la conquête du monde - 3. Le Hamas : un processus de politisation - La Charte du Hamas ou la répétition de l'Histoire - Les attentats-suicides - Les tirs de roquettes comme mode de résistance - La reconnaissance d'Israël : le dit et le non-dit - Le « coup de force » de juin 2007 - 4. À propos d'une trêve - Qui a rompu la trêve ? - Le précédent de janvier 1996 - Deux voix discordantes - Le Hamas impose la trêve aux autres factions - Les conditions du cessez-le-feu - 5. La machine de désinformation israélienne - Le Hamas, jouet de l'Iran - Israël-Hamas : à armes égales ? - La fausse symétrie : Sdérot-Gaza - Le choc des civilisations - Le Hamas et les boucliers humains - Les « pacifistes

israéliens » - Les instruments de la désinformation - 6. La contagion - Les images du massacre - La contre-attaque médiatique - L'isolement de l'opinion israélienne - La thèse de l'importation du conflit - L'intolérable chantage - Les fautes des pro-palestiniens - Conclusion

Paru en mai 2009 aux éditions La Découverte, Collection Cahiers libres

Prix : 11,50 €

L'auteur, Denis Sieffert, est directeur de la rédaction de l'hebdomadaire Politis. Il a réalisé plusieurs reportages au Proche-Orient depuis 1986, au Liban, en Palestine et Israël.

Il est notamment l'auteur, à la Découverte, de La Guerre israélienne de l'information. Désinformation et fausses symétries dans le conflit israélo-palestinien avec Joss Dray (2002) et de Israël-Palestine, une passion française (2004).

mardi 9 juin 2009

http://www.indigenes-republique.fr:80/article.php3?id_article=588

1-7 Gregor Seither: le journaliste est considéré comme une arme au service du combattant.

Ralph Peters est un expert militaire fréquemment invité sur les chaînes de télévision U.S comme PBS, Fox et CNN. Dans le dernier numéro de la revue du "Jewish Institute for National Security Affairs", il théorise une réalité que les journalistes travaillant au Moyen-Orient connaissent bien : le journaliste est considéré comme une arme au service du combattant. S'il ne sert pas la cause des soldats, il est considéré comme un ennemi et traité en conséquence

"Dans les guerres du futur, nous allons devoir apprendre à gérer des actions concrètes comme la censure de l'information, des interdictions de couverture médiatique et même, dans certains cas, des attaques militaires contre des média partisans.

Les journalistes se prennent pour des êtres supérieurs, occupant une place à part sur le champ de bataille, comme s'ils étaient une espèce protégée. Mais la liberté de la presse s'arrête quand elle met en danger nos soldats et renforce nos ennemis. Le simple fait de vouloir 'expliquer' le point de vue de l'ennemi peut l'encourager à tuer nos soldats. En conséquence, certains média sont des alliés objectifs de nos ennemis et doivent être traités comme des cibles militaires.

De nos jours, quand on ose dire cela, on se fait incendier, mais les journalistes qui ont perdu tout sens patriotique risquent fort de se retrouver isolés sur le champ de bataille et découvrir que leurs petites vies n'ont pas d'utilité pour nous."

[Gregor Seither -

IES News Service –

28/05/2009]

<http://libertesinternets.wordpress.com/>

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Richard Héту : George Mitchell évoque la création d'un État palestinien «rapidement».

L'émissaire spécial des États-Unis au Proche-Orient, George Mitchell, a déclaré lundi à Oslo que son pays déploierait tous les efforts possibles en vue d'arriver «rapidement» à la création d'un État palestinien.

«La première chose, c'est bien sûr l'objet de cette rencontre: apporter un soutien à l'Autorité palestinienne», a déclaré M. Mitchell au début d'une réunion du comité ad hoc (AHLC) des bailleurs de fonds internationaux pour les Palestiniens dans la capitale norvégienne.

«Il est important que l'on construise des institutions et une capacité de gouvernement de sorte que l'on puisse rapidement avoir un État palestinien viable et indépendant», a-t-il dit.

L'ancien sénateur américain, considéré comme l'un des artisans de la paix en Irlande du Nord, va effectuer cette semaine une tournée au Proche-Orient, la quatrième depuis sa prise de fonctions en janvier, pour tenter de relancer le processus de paix aujourd'hui au point mort.

«Le président (Barack Obama) a clairement fait savoir à l'ensemble de son administration, publiquement et en privé, que les États-Unis estiment que la solution des deux États est la seule solution politique viable», a ajouté M. Mitchell.

«C'est en haut de nos priorités et la voie que nous allons suivre aussi vigoureusement que possible», a-t-il précisé.

M. Obama «m'a donné l'instruction de déployer tous les efforts pour tenter de créer les circonstances dans lesquelles les parties puissent commencer immédiatement les discussions» en vue d'une «paix globale» et d'une normalisation entre Israël et les pays arabes, a-t-il dit.

La réunion des donateurs vise à faire le point sur les graves difficultés financières de l'Autorité palestinienne.

Lourdement dépendants de l'aide internationale, les Palestiniens ont obtenu des promesses de dons de près de 12 milliards de dollars lors de deux conférences internationales, à Paris en 2007 et à Charm el-Cheikh (Égypte) en mars dernier.

Ces promesses tardent toutefois à se matérialiser en raison du blocage politique au Proche-Orient.

«Si l'horizon politique s'étiole, la volonté des donateurs de remplir leur partie du contrat s'étiole aussi», a commenté le ministre norvégien des Affaires étrangères, Jonas Gahr Støer, dont le pays préside l'AHLC.

Richard Héту

Agence France-Presse

http://www.cyberpresse.ca/international/200906/08/01-863948-george-mitchell-evoque-la-creation-dun-etat-palestinien-rapidement.php?utm_source=bulletinCBP&utm_medium=email&utm_campaign=retention

2-2 Obama et l'UE saluent un «important pas en avant» d'Israël.

La présidence tchèque de L'Union européenne a salué lundi «un pas dans la bonne direction», au lendemain du discours du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui a accepté le principe d'un Etat palestinien sous conditions, tandis que le président américain Barack Obama s'était félicité dimanche de «l'important pas en avant».

«Bien sûr, il y a certains autres éléments qui doivent être analysés, mais l'acceptation de l'Etat palestinien est là», a souligné le ministre tchèque des Affaires étrangères Jan Kohout, dont le pays préside actuellement l'UE, à son arrivée à une réunion avec ses homologues européens à Luxembourg.

A Washington, «le président salue l'important pas en avant franchi dans le discours du Premier ministre Netanyahu», selon un communiqué de la Maison Blanche.

Obama «est favorable à une solution à deux Etats, un Etat juif d'Israël et une Palestine indépendante, sur les terres historiques des deux peuples», ajoute le communiqué.

«Il croit que cette solution peut et doit assurer à la fois la sécurité d'Israël et satisfaire les aspirations légitimes des Palestiniens à un Etat viable, et il salue le fait que M. Netanyahu adopte cet objectif», poursuit la Maison Blanche. Le Premier ministre israélien, soumis à de fortes pressions internationales, a accepté dimanche le principe d'un Etat palestinien tout en posant des conditions immédiatement rejetées par les Palestiniens. Il a notamment exigé la démilitarisation du futur Etat palestinien et la reconnaissance par la direction palestinienne d'Israël comme Etat du peuple juif.

Netanyahu s'est en outre refusé dans son discours à un gel de la colonisation d'annoncer un gel de la colonisation en Cisjordanie, réclamée notamment par les Etats-Unis.

Obama «continuera de travailler avec toutes les parties - Israël, l'Autorité palestinienne et nos partenaires du Quartette - pour s'assurer qu'ils s'acquittent de leurs obligations et responsabilités pour aboutir à une solution à deux Etats au conflit israélo-palestinien et à une paix globale», souligne la Maison Blanche.

Le Quartette pour le Proche-Orient regroupe les Etats-Unis, l'Union européenne, la Russie et l'ONU. Il a mis au point une feuille de route en 2003 qui prévoit la création d'un Etat palestinien dans les territoires occupés par Israël. Elle est restée lettre morte depuis son lancement.

(Source AFP)

<http://www.liberation.fr/monde/0101574050-obama-salue-un-important-pas-en-avant-d-israel?xtor=EPR-450206>

2-3 Nétanyahou propose la reprise immédiate et sans conditions préalables des négociations de paix.

Le Premier ministre Nétanyahou a proposé dimanche de reprendre immédiatement et sans condition préalable les négociations de paix avec les Palestiniens, évoquant pour la première fois la création d'un Etat palestinien mais à des conditions difficilement acceptables par l'autre camp.

"Je m'adresse à vous, voisins palestiniens, et à la direction de l'Autorité palestinienne: entamons des négociations de paix immédiatement, sans conditions préalables", a-t-il déclaré dans un grand discours sur ses intentions pour la paix et la sécurité au Proche-Orient. "Israël respecte les accords internationaux et attend de toutes les autres parties qu'elles respectent leurs obligations également", a-t-il affirmé.

Précisant sa vision de l'avenir de la région, M. Nétanyahou a admis pour la première fois l'idée d'un Etat palestinien mais y a posé des conditions strictes.

"En cas d'accord de paix, le territoire sous contrôle palestinien doit être désarmé, et Israël avoir de solides garanties de sécurité", a-t-il dit. "Si nous avons cette garantie de démilitarisation et les arrangements nécessaires de sécurité pour Israël, et si les Palestiniens reconnaissent Israël en tant qu'Etat du peuple juif, nous serons disposés, dans le cadre d'un véritable accord de paix, à trouver une solution pour (la création) d'un Etat palestinien vivant aux côtés de l'Etat juif", a ajouté le Premier ministre.

Il a par ailleurs exclu le retour des réfugiés palestiniens en Israël, condition posée par les Palestiniens qui considèrent que ceux qui ont fui la guerre de 1948-49 après la création de l'Etat hébreu, ainsi que leurs descendants, soit des millions de personnes au total, ont le droit d'exiger la restitution de leurs logements.

M. Nétanyahou a aussi appelé les dirigeants des pays arabes à le rencontrer et à contribuer au développement économique palestinien.

14 juin

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article618>

2-4 Netanyahu "torpille" les efforts de paix, selon la présidence palestinienne.

L'Autorité palestinienne et le Hamas ont dénoncé dimanche le discours du Premier ministre Netanyahu dans lequel il a posé une série de conditions à la création d'un Etat palestinien.

"Ce discours torpille toutes les initiatives de paix dans la région", a déclaré à l'AFP Nabil Abou Roudeina, porte-parole du président palestinien Mahmoud Abbas.

"Il entrave les efforts visant à sauver le processus de paix dans un clair défi à l'administration américaine", a-t-il ajouté.

Un autre proche collaborateur de M. Abbas, Yasser Abed Rabbo, a violemment critiqué M. Netanyahu.

"Il a parlé d'un Etat palestinien en le vidant de sa substance en excluant un gel de la colonisation.

En exigeant la reconnaissance du caractère juif d'Israël, il veut que les Palestiniens fasse partie du mouvement sioniste mondial", a déclaré M. Abed Rabbo à l'AFP.

"Il veut imposer un règlement ne tenant pas compte des droits des réfugiés et aux termes duquel Jérusalem ne sera pas la capitale du futur Etat palestinien et celui-ci ne jouira d'aucune forme de souveraineté", a-t-il ajouté.

"Il a employé les mots +Etat palestinien+ mais en fait il veut un protectorat israélien", a-t-il ajouté.

"Il a parlé de négociations mais il nous a rien laissé à négocier, puisqu'il a ôté de la table pratiquement tous les dossiers du statut final" des territoires palestiniens, a pour sa part affirmé le négociateur palestinien Saëb Erakat.

"Il n'a pas accepté un Etat palestinien mais a posé une série de conditions que rendent impossible la création d'un Etat palestinien viable, indépendant et souverain", a-t-il ajouté.

Soumis à de fortes pressions internationales, notamment de Washington, M. Netanyahu, qui dirige un cabinet de droite, a accepté dans son discours dans une université proche de Tel-Aviv le principe d'un Etat palestinien tout en posant une série de conditions.

Il a notamment exigé la démilitarisation du futur Etat palestinien et la reconnaissance par la direction palestinienne d'Israël comme Etat du peuple juif.

Il a aussi exclu un gel de la colonisation juive ou un retour des réfugiés palestiniens poussés à l'exode lors de la création d'Israël en 1948.

L'Autorité palestinienne refuse de reconnaître Israël comme un Etat juif. Pour elle, une telle reconnaissance revient à renoncer au "droit au retour" des réfugiés palestiniens.

Israël se définit selon une loi fondamentale comme "Etat juif et démocratique", tout en comptant 1,3 million de citoyens arabes. Il s'agit des descendants des 160.000 Palestiniens restés sur leurs terres après sa création. Ils représentent aujourd'hui 20% de sa population.

Quelque 760.000 autres Palestiniens ont été poussés à l'exode lors de la création de l'Etat d'Israël.

Le sort de ces réfugiés et de leurs descendants, au total près de 4,5 millions de personnes, est la question la plus épineuse du conflit israélo-palestinien, Israël refusant d'entendre parler d'un retour sur son territoire.

A Gaza, le Hamas qui contrôle le territoire depuis un coup de force contre M. Abbas en juin 2007, a dénoncé "l'idéologie raciste et extrémiste" du M. Netanyahu.

"Ce discours reflète l'idéologie raciste et extrémiste de Netanyahu et fait fi de tous les droits du peuple palestinien", a déclaré à l'AFP le porte-parole du Hamas Fawzi Barhoum.

"Il propose un Etat (palestinien) sans identité, ni souveraineté, ni Jérusalem, ni droit au retour, ni armée, ni armes et insiste sur le maintien des colonies", a ajouté M. Barhoum, dont le mouvement ne reconnaît pas le droit d'Israël à l'existence.

(Source AFP)

<http://www.liberation.fr/monde/0101574042-netanyahu-torpille-ls-eforts-de-paix-selon-la-presidence-palestinienne?xtor=EPR-450206>

2-5 Plainte à la CPI contre Israël, pour crime de guerre et crime contre l'humanité.

Gaza 27 décembre 2008 – 18 janvier 2009 : Des faits d'une gravité exceptionnelle

Gaza : la procédure devant la Cour Pénale Internationale

Synthèse au 8 juin 2009

m-a : Bonjour,

Sur le site ISM France, vous trouverez une note de Gilles Devers faisant le dernier point (8 juin) sur l'état de la procédure de plainte auprès de la CPI, avec une appréciation importante du procureur Moreno-Ocampo :

« *Comment peut-on exclure la Palestine de la juridiction de la CPI (parce qu'elle n'est pas strictement un Etat), alors que personne d'autre ne peut intervenir en sa faveur?* »

(Le Courrier de l'Atlas, n°27, juin 2009, p. 21.)

Des faits d'une gravité exceptionnelle

1. Le principe a été de répondre en fonction de la gravité des faits. C'est la base de toute procédure : d'abord, les faits. Ceux qui côtoient le procès pénal le savent : la première difficulté est de voir le crime, c'est-à-dire d'amener un esprit raisonné à entrer dans la mécanique de la pensée criminelle.

2. Dès les premiers jours de l'agression, si on ne savait que peu de choses au sens procédural, c'est-à-dire à

propos des circonstances exactes et de l'imputation à des personnes physiques, on en savait suffisamment pour dire qu'il s'agissait de faits d'une extrême gravité.

Gilles Devers

[Lire et/ou télécharger le dossier complet, au format PDF](#)

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=12117&type=analyse&lesujet=Poursuites%20judiciair>

2-6 Un Rabbin américain appelle à la destruction des Lieux Saints et à la liquidation totale des arabes! .

Il faut tuer tous les arabes, hommes, femmes et enfants et détruire leurs lieux saints, a appelé un Rabbin américain dans sa réponse à une question posée dans la rubrique " Consultez les Rabbins", du numéro Mai- Juin du magazine Moment.

Telle est la réponse du Rabbin Manis Friedman, du Bais Chana Institute of Jewish Studies in Minnesota, à une question sur la manière dont les juifs doivent se comporter vis-à-vis de leurs voisins arabes.

Et le Rabbin de déclarer: " *je ne crois pas à la morale occidentale qui recommande de ne pas tuer les civils ou les enfants, de ne pas détruire les lieux saints, de ne pas se battre lors des fêtes, de ne pas bombarder les cimetières et de ne commencer à tirer que lorsqu'ils en prennent l'initiative*". Et d'ajouter " *La seule façon de faire une guerre morale est la façon Juive: détruire leurs lieux saints, tuer leurs hommes, leurs femmes, leurs enfants et leurs animaux..., et quand leurs lieux saints sont détruits, ils cesseront de croire que Dieu est avec eux*".

Protestations : Les déclarations de Friedman ont été violemment dénoncées par des organisations musulmanes et juives américaines ce qui l'a conduit à dire que sa déclaration au magazine Moment était " *un avis personnel qui n'engageait que sa personne*".

Pour sa part, le Conseil pour les Relations américano- musulmanes (CAAR), une des plus grandes organisations musulmanes américaines, a fermement dénoncé les déclarations du Rabbin et invité les citoyens américains et notamment ceux du Minnesota à ne pas garder le silence face à ce qui est un appel au génocide! La directrice de l'antenne du CAAR au Minnesota, Jessica Zekri a déclaré dans un communiqué: " *que cet appel au génocide et à la profanation des sanctuaires religieux doit être dénoncé par tous les habitants du Minnesota qui respectent la coexistence pacifique et l'harmonie entre les diverses religions*".

Pour sa part, Cécile Souraski, directrice de l'institution juive américaine "Voix juives pour la paix", a considéré que les déclarations du Rabbin étaient honteuses, ajoutant que " *le génocide des hommes, des femmes et des enfants arabes et la destruction de leurs lieux saints, estimée comme la méthode juive de faire la guerre, est méprisant pour tous les hommes et en particulier les juifs qui ont la même considération pour la vie*". Le directeur de l'institution juive américaine Hamifjach, le rabbin Haïm Biliak, a déclaré pour sa part que " *les références originelles de Manis Friedman puis ses excuses dénotent son bas niveau moral et l'absence de toute sensibilité morale*", ajoutant que ce dernier ne parlait pas au nom du judaïsme et qu'il faut respecter la situation des civils et des innocents, en temps de paix comme en temps de guerre".

07-06

Traduit de l'arabe par Ahmed Manai

Source: Agence américaine in arabic <http://www.aljazeera.net/NR/exeres/B30C9540-BDFB-4BE7-9AA1-2534742207B0.htm/>

http://www.alterinfo.net/UN-RABBIN-AMERICAIN-APPELLE-A-LA-DESTRUCTION-DES-LIEUX-SAINTS-MUSULMANS-ET-A-LA-LIQUIDATION-TOTALE-DES-ARABES!!!_a33116.html

2-7 Israël refuse le gel de la colonisation réclamé par Barack Obama.

Israël refuse un gel total de la colonisation en Cisjordanie réclamé par Obama, a affirmé dimanche le ministre des Transports Israël Katz, un proche du chef du gouvernement Netanyahu.

"Je veux dire de façon très claire que le gouvernement israélien actuel n'acceptera en aucune façon que la colonisation légale soit gelée en Judée-Samarie (Cisjordanie)", a affirmé M. Katz à la radio militaire.

"Le gouvernement défendra les intérêts vitaux de l'Etat d'Israël", a également souligné le ministre.

Il faisait allusion à la poursuite de la construction dans les 120 colonies ayant obtenu les autorisations nécessaires des autorités pour faire face à la "croissance naturelle" de leur population.

Le gouvernement de M. Netanyahu s'est en revanche déclaré prêt à évacuer une centaine de colonies sauvages établies par des colons extrémistes.

Les Etats-Unis ont exigé le gel total de la colonisation en refusant tout comme la communauté internationale la distinction entre ces deux types de colonies.

M. Katz est le premier membre du gouvernement à s'exprimer publiquement sur les divergences qui se sont exprimées publiquement avec les Etats-Unis la semaine dernière à la suite notamment de déclarations du président Obama et de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton.

"L'administration américaine actuelle a adopté une ligne totalement différente ce qui a provoqué l'apparition de désaccords sur la colonisation", a ajouté M. Katz.

Ce proche de M. Netanyahu a également critiqué le refus du président Obama de reprendre à son compte une lettre adressée en 2004 par George Bush à Ariel Sharon, l'ancien Premier ministre dans laquelle l'ex président américain indiquait, selon les responsables israéliens, que le tracé d'un éventuel Etat palestinien devrait tenir

compte des blocs de colonies. Israël entend annexer ces blocs en Cisjordanie, où vivent la grande majorité des 280.000 Israéliens.

"Cette administration (Obama) n'a pas encore reconnu les arrangements conclus entre le gouvernement israélien et l'administration Bush. C'est quelque chose d'inquiétant et cela suscite des inquiétudes sur des arrangements futurs", a ajouté M. Katz.

"Ariel Sharon a démantelé des colonies (dans la bande de Gaza) et il a reçu la lettre de Bush et aujourd'hui l'administration refuse de reconnaître cette lettre, c'est pourquoi le gouvernement doit désormais être beaucoup plus prudent et tenir compte du fait que tout retrait en Judée-Samarie ne peut que favoriser le Hamas", a également souligné le ministre.

Le président Obama a fait pression jeudi sur Israël pour la création d'un Etat palestinien et la fin de la colonisation lors d'une rencontre avec le président palestinien Mahmoud Abbas, qu'il recevait pour la première fois à la Maison Blanche.

M. Obama a indiqué avoir été "très clair quant à la nécessité d'arrêter la colonisation" quand il a reçu M. Netanyahu le 18 mai à la Maison Blanche, qui a refusé de parler d'Etat palestinien ou d'un gel total de la colonisation.

(AFP / 31 mai)

2-8 Les faucons du gouvernement Nétanyahou satisfaits du discours sur un Etat palestinien "démilitarisé".

Jusqu'à présent allergiques à l'idée d'un Etat palestinien, les faucons du gouvernement israélien ont salué lundi l'appel lancé la veille par Benyamin Nétanyahou pour l'ouverture de négociations en ce sens.

Yisrael Beitenou et le Shas ont particulièrement apprécié la pléthore de conditions posées par le Premier ministre à toute souveraineté palestinienne.

Dans son discours télévisé dimanche soir, le chef du gouvernement a trouvé "l'équilibre entre nos aspirations à la paix et l'aspiration à la sécurité", a réagi le chef de la diplomatie israélienne Avidgor Lieberman.

Son parti d'extrême droite Yisrael Beitenou (Israël est notre maison) s'est vigoureusement opposé durant toute la campagne des législatives du 10 février dernier, à la création d'un Etat palestinien. Cette formation, qui est désormais l'allié le plus puissant de la coalition Nétanyahou, ne s'est pas formalisée de la position affichée dimanche soir par le Premier ministre.

"Nétanyahou a ouvert la porte aux Palestiniens et aux pays arabes pour entamer des pourparlers de paix et nous espérons que l'autre partie va répondre à cette offre de reprise des négociations", a déclaré Avidgor Lieberman.

Le parti ultra-orthodoxe Shas a également salué le discours du Premier ministre. Benyamin Nétanyahou a "insisté sur son engagement pour une paix possible et pour la sécurité", a déclaré Eli Yishai, le chef du parti Shas.

Avec Yisrael Beitenou et le Shas, le Parti travailliste est le troisième grand allié du Likoud conservateur de Benyamin Nétanyahou dans la coalition gouvernementale en place. La formation d'Ehoud Barak a depuis longtemps accepté l'idée de la création d'un Etat palestinien.

Si les faucons du gouvernement n'ont pas rejeté la solution à deux Etats, prônée pour la première fois publiquement par Benyamin Nétanyahou, c'est sans doute en raison de toutes les conditions qu'a émises le Premier ministre dans ce discours.

Le chef du gouvernement israélien s'est dit ouvert à un Etat palestinien "démilitarisé" mais il a refusé de geler l'expansion des colonies juives en Cisjordanie, comme le réclame depuis des semaines l'administration Obama, en application de la "feuille de route" pour la paix au Proche-Orient du Quartet (USA, Russie, Nations unies et Union européenne).

Il a réaffirmé que Jérusalem resterait la capitale une et indivisible d'Israël, alors que les Palestiniens revendiquent la partie Est de la ville comme capitale de leur futur Etat. Et il a opposé une fin de non-recevoir au droit au retour en Israël des réfugiés palestiniens.

"Ce ne sont pas des conditions préalables" à la reprise des pourparlers, a affirmé lundi le porte-parole du gouvernement israélien Mark Regev. "Ce sont des conditions essentielles à la réussite de ces négociations".

(Lundi, 15 juin 2009 - Avec les agences de presse)

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article622>

2-9 Mohamed Al Arabi : Blair utilise les enfants pour résumer l'occupation israélienne à une question religieuse.

L'ancien premier ministre britannique et envoyé du Quartet au Proche Orient travaille actuellement sur la réalisation d'un projet global d'éducation.

Au lieu de se concentrer sur la réalité politique de l'occupation israélienne en Palestine, Blair a déclaré espérer promouvoir la compréhension entre les religions.

Dans ce contexte, Blair affirme que l'objectif de son programme actuel est de favoriser le dialogue entre jeunes de différentes confessions et origines.

Blair a déclaré jeudi qu'il avait fait pression pour obtenir la création d'un nouveau projet éducatif visant à rapprocher les jeunes de différentes religions.

Le nouveau programme, intitulé "le visage de la foi" traite l'occupation israélienne et la situation du Moyen-Orient comme une question religieuse au lieu d'un problème politique.

Blair a estimé qu'il est "très important" pour les jeunes de vivre avec les adeptes des autres religions. Dans un lien vidéo, Blair a été interrogé sur ce qu'il pense de la Palestine. « Si j'étais président de la Palestine, je travaillerais avec le nouveau président américain qui souhaite la paix entre Israéliens et Palestiniens, et avec la communauté internationale pour réaliser la paix.

Et la deuxième chose que je veux est de montrer au gens en Palestine qu'il est possible d'avoir leur propre État, et de vivre dans la dignité et la justice »

La position de l'émissaire du Quartet résume la position des puissances extérieures sur le conflit. Blair a évoqué les États-Unis, le Canada et la Grande-Bretagne comme les acteurs de ce qu'il pense être une question religieuse.

Mohamed Al Arabi
11 June 2009
(PNN)

2-10 L'Observatoire du sionisme s'inquiète de la montée de l'influence de l'idéologie sioniste sur la vie publique française.

L'observatoire du sionisme s'inquiète de la montée de l'influence de l'idéologie sioniste sur la vie publique française.

En effet plusieurs organisations sionistes ont manifesté publiquement leur souhait de voir remis en cause les acquis démocratiques à l'occasion de ces élections européennes.

Ainsi, la LICRA et le BNCVA, deux organisations ouvertement sionistes, ont-elles sommé le gouvernement Français d'interdire la Liste Antisioniste de l'humoriste Dieudonné, attendant gravement aux principes républicains les plus élémentaires.

De plus, plusieurs personnalités sionistes, comme le Ministre Roger Karoutchi, le Maire de Paris Bertrand Delanoë ou le rédacteur en chef de l'Express Christophe Barbier, sont intervenues publiquement pour remettre en cause la liberté d'expression et d'opinion.

C'est ainsi qu'une projection du documentaire « Sans forme de politesse » du réalisateur libertaire Francesco Condemi, candidat sur la Liste Antisioniste, prévue au cinéma l'Entrepôt, a-t-elle été annulée sur pression de la Mairie de Paris. Une vidéo de Christophe Barbier circule également sur le Net dans laquelle il appelle à la non distribution des bulletins de vote de la Liste Antisioniste.

L'Observatoire du sionisme appelle les pouvoirs publics à la plus grande vigilance face à ces graves atteintes aux principes démocratiques menées au nom de cette idéologie nauséabonde qu'est le sionisme et à prendre toute mesure utile à la préservation des droits élémentaires des citoyens.

Yahia Gouasmi
Président de l'Observatoire du sionisme
25 mai 2009 - 04 juin 09.

2-11 Roger Waters lance un plaidoyer contre 'le mur' en Cisjordanie.

L'ancien bassiste des Pink Floyd, Roger Waters, a lancé mardi un plaidoyer contre le mur de séparation dressé par Israël en Cisjordanie, alors qu'il visitait le camp palestinien de réfugiés d'Aïda.

Le rocker britannique, co-auteur-compositeur de "The Wall" ("Le Mur") en 1979, a souhaité que "cette chose affreuse soit détruite bientôt".

Agé de 65 ans, Roger Waters a confié que le mur construit en Cisjordanie n'était pas sorti de son esprit depuis qu'il l'avait vu pour la première fois en 2006, après un concert en Israël.

"Les gens qui n'ont pas vu ça, ce qui se passe ici, ne peuvent en vérité imaginer le sentiment que l'on éprouve au plus profond de son coeur quand on voit ça, à quel point c'est déprimant", a-t-il déclaré à l'Associated Press.

Israël a commencé à construire le mur en béton dans les zones urbaines, et à dresser des barrières entourées de barbelés dans les zones rurales à partir de 2002, suite à des attentats et des attaques visant des civils israéliens.

L'Etat hébreu affirme qu'il s'agit d'une mesure de sécurité temporaire.(...)

Situé juste au nord de Bethléem, le camp d'Aïda abrite 5.000 Palestiniens, le long du mur.

Roger Waters a estimé que le mur "n'est pas là pour empêcher les Israéliens d'exploser dans les bus". Si c'était la seule raison, a-t-il poursuivi, "qu'est ce qu'il fait dans les territoires occupés, entourant des colonies et coupant les agriculteurs (palestiniens) de leurs oliviers et ainsi de suite ?

C'est un acte de colonialisme", a-t-il jugé.

Pour Roger Waters, l'édification du mur n'est pas défendable. "Quand vous vous tenez face à une construction comme celle-là, que ce soit ici ou dans un bidonville d'Afrique du Sud, ou dans le ghetto de Varsovie durant la Seconde guerre mondiale, ou à Berlin dans les années 1960 et 1970, c'est quelque chose dont vous sentez instinctivement que c'est néfaste. C'est une mauvaise chose", a-t-il expliqué. "Cela ne peut pas exister pour toujours".

Si le mur est abattu, a-t-il ajouté, il viendra faire un concert sur le site, comme il l'avait fait en 1990 à l'endroit où le mur de Berlin était tombé, juste un an auparavant.

Roger Waters a précisé qu'il envisageait de monter sur scène en Cisjordanie, peut-être dans la ville de Ramallah, mais qu'aucun projet ferme n'était arrêté.

Quand il avait joué en Israël en 2006, le membre fondateur des Pink Floyd avait été critiqué par les défenseurs de la cause palestinienne, qui souhaitent organiser un boycott culturel d'Israël.

Roger Waters a admis qu'il éprouvait désormais un sentiment ambivalent vis-à-vis de ce concert.

Le bassiste, qui a quitté les Pink Floyd en 1985, a joué avec le groupe pour la dernière fois en juillet 2005 à Londres, à l'occasion d'un concert exceptionnel.

<http://www.aloufok.net/spip.php?article568>

(Mardi, 02 Juin 2009 - Avec les agences de presse)

2-12 Accrochage meurtrier à la frontière entre Gaza et Israël.

08-06

Lundi matin, au moins quatre combattants palestiniens ont été tués et plusieurs autres blessés près du passage frontalier de Karni, alors qu'une dizaine de personnes tentaient visiblement de franchir la frontière. Aucun groupe palestinien n'a encore revendiqué cet accrochage.

C'est l'un des accrochages les plus meurtriers entre les forces israéliennes et les militants palestiniens depuis la fin de la guerre à Gaza.

C'est une mini-guerre qui a eu lieu ce matin, à l'aube, à la frontière de Gaza. Des hélicoptères de combat et des chars israéliens ont été déployés près du passage de Karni, en soutien à une unité d'infanterie qui affirme avoir dû ouvrir le feu en riposte à des tirs en provenance de la bande de Gaza. Des sources palestiniennes confirment qu'au moins une dizaine d'hommes, des camions et des chevaux ont tenté d'approcher la frontière.

Des tirs de mortiers ont également été tirés depuis Gaza pour permettre aux combattants de se replier.

Cette opération, visiblement planifiée de longue date, n'a toujours pas été revendiquée.

D'après des témoignages palestiniens, repris par les médias israéliens, les chevaux étaient équipés d'explosifs et de mines et les activistes tués portaient des ceintures d'explosifs. Ils faisaient partie d'une cellule de « combattants-suicide ».

Selon le site d'information israélien Ynet, ni le Hamas, ni le Jihad islamique ne sont derrière cette attaque qui aurait été préparée par une cellule proche des salafistes et de la mouvance al-Qaïda.

Ces activistes appartiendraient au groupe, inconnu, des Soldats des compagnons de Dieu, selon un site internet du Hamas. Le chef du gouvernement de Gaza Ismaïl Haniyeh a salué les "martyrs" et jugé que cette violence illustre "les intentions agressives d'Israël" envers les Palestiniens.

Cet incident grave survient à un moment où le Premier ministre israélien, soumis à une forte pression internationale, notamment américaine, commençait à envisager d'alléger le blocus.

08/06

http://www.rfi.fr/actufr/articles/114/article_81722.asp

et

AP

http://fr.news.yahoo.com/3/20090608/twl-israel-palestiniens-gaza-violences-951b410_3.html

2-13 Leyla Jad : Les colons mettent le feu aux terres cultivées.

Des colons israéliens sont pénétrés vendredi matin dans le village de Burin, dans le sud de Naplouse, et on mis le feu à 20 hectares de cultures d'orge.

Les terres cultivées appartiennent à des agriculteurs locaux, qui ont indiqué que les colons ont mis le feu aussi aux maisons.

Raja Muhammad, Abou Ammar, a déclaré aujourd'hui que les mêmes colons qui ont brûlé les cultures aujourd'hui ont mis le feu à sa maison il y a trois jours, en la détruisant complètement.

D'après Abou Ammar, l'équipage de défense civile qui a éteint les flammes a vu fuir les colons vers la colonie de Ytzhar, située à proximité.

Les habitants de Burin ont contacté la liaison palestinienne avec l'armée israélienne afin de déposer une plainte officielle.

La région au sud de Naplouse a été une cible fréquente des colons israéliens durant la dernière année.

Les incendies, les attaques et le harcèlement sont devenus la norme, tout comme l'expansion des colonies.

Leyla Jad (PNN)

22-05

http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=4023

3 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Yariv Oppenheimer : «Le roi est nu» -

Ndlr :La publication de l'article et analyse ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

Netanyahou l'a fait : il a prononcé les mots magiques « Etat palestinien ». Il a eu du mal, mais en cela, il a surpris. Il a ainsi répondu aux pressions américaines sans, a priori, menacer sa coalition, Obama l'a félicité pour cette avancée et les réactions en Israël sont partagées : critiquer le verre à moitié vide ou saluer le verre à moitié plein (quel que soit le verre) ? Bibi, c'est clair, a gagné du temps. Mais pour combien de temps ? La réaction de Yariv Oppenheimer, secrétaire-général de Shalom Arshav

Au bout d'une semaine de spéculations et d'attente, après le discours de Netanyahou à l'université Bar Ilan, nous pouvons affirmer haut et fort : le roi est nu.

Bibi reste Bibi. Un peu plus sophistiqué, peut-être, mais sans réel message pour l'Etat d'Israël.

Sans vision, sans méthode d'action et sans aucune volonté de conduire Israël à prendre les décisions nécessaires, Netanyahou a tenté un remake de lui-même, mais même les deux mots « Etat palestinien » ne composent pas une formule magique qui puisse cacher le vide politique de Netanyahou et de son gouvernement. Dans la vision de Netanyahou d'une version améliorée d'une autonomie nommée « Etat palestinien démilitarisé », la vie des Palestiniens sera toujours réglée au gré des caprices du gouvernement israélien.

Eléments inquiétants du discours :

Netanyahou n'a pas parlé des Palestiniens comme de partenaires égaux, de voisins dont le destin est lié au notre, de partenaires dans un processus long et complexe qui exige des mesures qui renforcent la confiance, de la coopération et une guerre commune contre les extrémistes des deux bords.

Netanyahou a choisi de parler des Palestiniens en bloc, par généralisations grossières, en usant d'un langage arrogant et condescendant, comme si les Palestiniens étaient une tribu primitive soumise aux bonnes grâces d'Israël.

Pas un mot d'autocritique sur les erreurs d'Israël pendant toutes ces années, pas un mot sur la nécessité morale de mettre fin à l'occupation, pas un mot sur le droit des Palestiniens à négocier avec Israël en tant que partenaires égaux dans un véritable processus de négociation.

La liberté de mouvement et une vie normale sont un prix que le gouvernement est prêt à accorder aux Palestiniens en échange d'un comportement loyal à l'égard d'Israël.

Le gouvernement israélien aurait toute liberté pour agir, bâtir, établir des faits accomplis sur le terrain et développer les colonies.

Cette attitude arrogante adoptée par l'une des parties, qui souhaite dicter ses termes à l'autre, ne mènera jamais à un véritable accord de paix et de réconciliation entre les peuples. Au contraire, elle aura pour effet le rejet par le gouvernement palestinien modéré des miettes qu'Israël est prêt lui jeter. Au lieu de négociations, l'Autorité palestinienne préférera se lier aux éléments extrémistes qui soutiennent encore la résistance contre l'occupation par le moyen de la violence. Si Netanyahou continue à parler et à agir comme il l'a fait à Bar Ilan, la troisième Intifada ne tardera pas.

Le cabinet du premier ministre a été prompt à définir le discours comme représentant un large consensus chez les Israéliens. Il est clair que cela est faux et Shalom Arshav continuera à œuvrer pour révéler le véritable caractère du gouvernement Netanyahou et pousser en direction d'une vraie paix qui mette fin à ce conflit.

Shalom Arshav, 15 juin 2009

Traduction : Gérard Eizenberg pour La Paix Maintenant

<http://www.lapaixmaintenant.org:80/article1958>

3-2 Gideon Levy : Etats-Unis - Un ami d'Israël.

Il est clair déjà que le président US est un grand ami d'Israël.

Et si Barak Obama continue ce qu'il a commencé cette semaine, il pourrait bien être le président le plus amical pour Israël qu'on n'ait jamais vu.

Richard Nixon a sauvé Israël des Etats arabes en 1973, et Obama est sur le point de sauver Israël de lui-même. Nixon nous a envoyé des armes et des munitions à un moment critique, et Obama nous envoie, à un moment non moins critique, la substance d'un plan de paix complet, un plan qui pourrait sauver Israël.

Le tout est de savoir si Obama va rester aussi résolu et catégorique qu'il l'a été au début de cette semaine. D'un coup, il a fait bouger la folie et l'attitude de Washington à l'égard de l'occupation israélienne. Maintenant, nous allons voir s'il réussit à agir sur la même folie de Jérusalem et de Tel-Aviv. C'est un long chemin, et Obama est bien parti.

D'un seul coup, il a ramené l'alarmisme de Benjamin Netanyahu et de son porte-parole à propos de l'Iran à sa juste mesure. D'un seul coup, il a mis les centrifugeuses de l'occupation, la véritable menace existentielle pour Israël, au coeur du calendrier. Il a paré les tentatives de Netanyahu visant à détourner l'attention des questions importantes, et il a bloqué toutes ses tentatives qui voulaient, avec la question de l'Iran, faire perdre davantage d'un temps précieux et imposer des conditions préalables ridicules aux Palestiniens. Il a également bloqué tous les efforts de Netanyahu pour nous distraire avec des commissions, des promesses de négociations, des formules, des déclarations et des mots creux. Ce sont là les meilleures astuces et combines d'Israël, tout pour se soustraire à la responsabilité de la question essentielle : arrêter l'occupation.

Obama a compris que le moment était venu de mettre fin aux mots vides de sens, aux négociations inefficaces et au faux processus de paix ; maintenant, le moment est celui des actes forts et des sauts courageux au-dessus de l'abîme.

Soudain, tous les « amis » d'Israël à Washington se sont mis à muer. Ils ont, eux aussi, senti qu'il y avait une opportunité rare au Moyen-Orient. Ils sont, eux aussi, fatigués de ce que Netanyahu essaie de leur vendre. Ils ont, eux aussi, compris que la colonie Yitzhar en Cisjordanie devait passer avant le réacteur nucléaire de Bushehr en Iran. Comme c'était pathétique et navrant de voir le Premier ministre israélien, tendu et en sueur, assis auprès d'un président américain sûr de lui, élégant et impressionnant, sans toutes les pitreries et promenades d'Ehud Olmert et George W. Bush. Ce dernier fut en réalité le président le moins ami d'Israël, celui qui l'a laissé commettre toutes ses violentes folies.

Comme c'était pathétique de le voir, mais aussi combien encourageant ; peut-être que Netanyahu a appris quelque chose durant cette courte et dramatique visite. Elle a déjà apporté une contribution : Obama a arraché le masque du soi-disant pacifisme israélien. Si Netanyahu avait eu réellement peur pour le sort du pays, il aurait accepté immédiatement, dans le Bureau ovale, toutes les idées émises par ce formidable président. Si Israël n'y répond pas, nous les Israéliens nous saurons, le président US saura, et le monde entier saura, qu'Israël ne veut pas la paix.

Une fin de non recevoir d'Israël aux efforts d'Obama étalera au grand jour qu'il manque un partenaire pour faire la paix au Moyen-Orient. Et ce partenaire absent, c'est Israël. Non à la paix avec 57 pays, non à un mouvement qui écarterait la menace de la bombe iranienne, et non aux deux Etats maintenant. Ce n'est pas seulement un non à la paix, c'est aussi un non à la chance de mettre fin, par une victoire décisive, à la guerre qui profite à l'establishment d'Israël. Cela veut dire qu'Israël perdrait le plus important de ses atouts stratégiques d'Israël, son alliance avec les Etats-Unis. Netanyahu peut aujourd'hui mettre en danger Israël, plus encore que Mahmoud Ahmadinejad.

Nous devons être reconnaissants à Obama. Quatre mois après sa prise de fonctions, il essaie de porter secours à Israël, au Moyen-Orient et, fondamentalement, au monde entier pour lequel ce conflit est bien le plus dangereux. Les menaces sont nombreuses : d'abord et avant tout, les refus d'Israël, un manque d'intérêt d'Obama, et les divisions palestiniennes. La balle est dans le camp de Netanyahu. S'il arrête l'occupation, il aura la paix et la sécurité, s'il ne le fait, il commettra une erreur. Il ne s'agit pas d'une question mineure à traiter, mais de l'avenir de l'entreprise sioniste. Une telle occasion ne se représentera pas. Oui, nous pouvons. Obama l'a prouvé ; maintenant, c'est à notre tour.

Gideon Levy :

jeudi 21 mai 2009

Voir en ligne : <http://www.info-palestine.net>

<http://www.alterinter.org/article3247.html>

3-3 Pierre Barbancey : Les pressions s'accroissent sur Netanyahu.

Alors que l'émissaire américain est dans la région réitérant les exigences de Washington en faveur d'un État palestinien, le premier ministre subit des désaveux jusque dans son propre camp.

Si la roue n'a pas encore complètement tournée pour Israël, le premier ministre Benjamin Netanyahu est en tout cas sous pression depuis l'arrivée au pouvoir de Barack Obama.

Le discours du président américain, prononcé au Caire la semaine dernière, n'a fait que confirmer les craintes israéliennes. Washington réaffirme son soutien indéfectible à Tel-Aviv mais se fait plus exigeant. Quelques jours après avoir reçu Netanyahu à la Maison-Blanche, et alors qu'il se trouvait en compagnie du président palestinien Mahmoud Abbas, Barack Obama rappelait : « Ce que j'ai dit au premier ministre Netanyahu est que chaque partie a des obligations au regard de la feuille de route. Côté israélien, ces obligations incluent l'arrêt de la colonisation ». Une fois n'est pas coutume, évoquant les obligations palestiniennes - les questions - sécuritaires - il déclarait : « Nous constatons de grands progrès en matière de sécurité en Cisjordanie. » Outre qu'il y avait bien longtemps que les Palestiniens n'avaient pas été félicités, on aura surtout remarqué la dichotomie faite avec la bande de Gaza.

Pour Aaron D. Miller du Woodrow Wilson Institute, un think tank américain, « l'administration Obama est peut-être moins pressée d'arriver à des négociations et à un accord et plus intéressée par l'installation de nouvelles règles et le réarrangement du mobilier. Ils pourraient avoir conclu qu'ils ne peuvent pas parvenir à une vraie solution à deux États avec ce premier ministre. Peut-être en veulent-ils un nouveau ? Et le meilleur moyen est de montrer qu'il ne peut pas gérer la relation la plus importante pour Israël : celle avec les États-Unis ».

Respecter les accords

C'est peut-être à cette aune qu'il faut percevoir les déclarations du ministre israélien de la Défense, le chef du parti travailliste Ehud - Barak, qui feint de découvrir les choix politico-stratégiques de Netanyahu. Comme s'il participait à ce gouvernement sans savoir que le premier ministre refusait de se prononcer pour la création d'un État palestinien. « Le gouvernement actuel a été formé en prenant l'engagement de respecter les accords conclus par les gouvernements précédents, y compris la feuille de route qui stipule clairement que le conflit doit être résolu sur la base du principe de deux États pour deux peuples », a affirmé Ehud - Barak qui, lorsqu'il était premier ministre, a battu tous les records de construction de nouvelles colonies. « Si cette solution devait échouer, il y aurait comme seule entité politique s'étendant de la vallée du Jourdain à la Méditerranée : l'État

d'Israël. Dans ce cas, si les Palestiniens ont le droit de voter, il ne s'agira plus d'un État juif, mais d'un État binational et s'ils n'ont pas de droit de vote, il s'agira d'un régime d'apartheid. »

Mission délicate pour l'émissaire américain au Proche-Orient, George Mitchell, qui se trouve sur place. Il a déjà montré aux Israéliens qu'il n'était pas dupe et qu'il fallait faire leur deuil d'une certaine complaisance. Lors d'une rencontre à Londres à la fin mai entre Mitchell et Dan Meridor, le vice-premier ministre ainsi que des conseillers de Netanyahu, les Israéliens ont ressorti la fameuse lettre de Bush à Sharon où il indiquait que les blocs de colonies resteraient entre les mains d'Israël et donc que les constructions étaient permises. Sans se démonter, Mitchell a pointé un des paragraphes de la lettre mentionnant le principe de deux États pour deux peuples.

« C'est aussi marqué dans la lettre. Vous êtes d'accord avec ça ? » a-t-il demandé.

Apparemment soucieux d'apaiser les dirigeants israéliens, George Mitchell a répété que l'engagement des États-Unis envers la sécurité d'Israël est « inébranlable » et que les divergences stratégiques ne sont « pas des désaccords entre des adversaires » mais entre « des alliés proches et des amis ». Il a d'ailleurs donné des gages en parlant d'un « État palestinien, vivant en paix et sécurité à côté de l'État juif d'Israël ». État juif, c'est exactement ce que veulent les dirigeants israéliens et que refusent les Palestiniens puisque cela signifierait l'abandon du droit au retour pour les réfugiés et un drôle de statut pour les Arabes israéliens.

Pour éviter d'être acculé, Benjamin Netanyahu devrait prononcer dimanche à l'université Bar Ilan de Tel-Aviv « les grandes lignes de sa politique pour obtenir la paix et la sécurité ». Selon les médias, Barack Obama doit, lui, présenter un plan de paix détaillé dans les semaines à venir sans que l'on sache s'il est déterminé à forcer Israël une fois pour toutes. Après avoir rencontré les responsables de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, George Mitchell se rendra en Syrie et au Liban.

Pierre Barbancey

Jeudi 11 juin 2009

Journal l'Humanité

http://www.humanite.fr/2009-06-11_International_Les-pressions-s-accentuent-sur-Netanyahu

3-4 Ramat Gan : Netanyahu pour un Etat palestinien démilitarisé qui reconnaîtrait Israël.

Netanyahu s'est dit prêt dimanche à la création d'un Etat palestinien démilitarisé qui reconnaîtrait Israël comme l'Etat du peuple juif.

"Si nous recevons ces garanties sur la démilitarisation et si les Palestiniens reconnaissent Israël comme l'Etat du peuple juif, alors nous parviendrons à une solution basée sur un Etat palestinien démilitarisé au côté d'Israël", a déclaré M. Netanyahu lors d'un discours de politique étrangère à l'université Bar Ilan, près de Tel Aviv.

"A chacun son drapeau, à chacun son hymne.

Le territoire alloué aux Palestiniens sera sans armée, sans contrôle de l'espace aérien, sans entrée d'armes, sans la possibilité de nouer des alliances avec l'Iran ou le Hezbollah" libanais, a-t-il ajouté

M. Netanyahu a toutefois refusé d'annoncer un gel de la colonisation en Cisjordanie, réclamée notamment par les Etats-Unis, tout en appelant les Palestiniens à une reprise immédiate des pourparlers, sans conditions préalables.

"J'appelle nos voisins palestiniens et les dirigeants palestiniens à reprendre immédiatement des discussions de paix sans conditions préalables", a affirmé M. Netanyahu.

"Je ne souhaite pas faire construire de nouvelles colonies ou confisquer de terres à cette fin mais il faut permettre aux habitants des implantations de vivre normalement", a-t-il ajouté, excluant ainsi l'arrêt de la construction dans les colonies existantes pour répondre aux besoins de la "croissance naturelle".

C'est la première fois que M. Netanyahu accepte d'évoquer la perspective d'un Etat palestinien, comme le réclame le président américain, Barack Obama.

Ce dernier a pressé l'Etat hébreu lors de son discours de réconciliation avec le monde musulman prononcé le 4 juin au Caire d'endosser le principe de "deux Etats pour deux peuples" et appelé à un gel total de la construction dans les colonies de Cisjordanie, où vivent plus de 280.000 Israéliens.

M. Netanyahu s'était refusé jusqu'à présent à évoquer la création d'un Etat palestinien, se bornant à parler d'une "paix économique" avec les Palestiniens. "La condition préalable est que les Palestiniens reconnaissent de façon sincère et publique qu'Israël est le pays du peuple juif", a-t-il dit.

"Le coeur du conflit a toujours été le refus des Arabes d'accepter l'existence d'un Etat juif", a-t-il ajouté en référence notamment au refus des pays arabes en 1947 de reconnaître la résolution de l'ONU en faveur du partage de la Palestine entre un Etat juif et un Etat arabe.

"Les retraits qu'Israël a opérés dans le passé n'ont pas changé cette réalité", a-t-il dit en référence aux attaques du Hezbollah après le retrait du Liban en 2000 et celles du Hamas après le retrait de la bande de Gaza en 2005.

M. Netanyahu a également exclu un retour de réfugiés palestinien en Israël, affirmant que leur problème devait être réglé "hors des frontières" de l'Etat hébreu.

"Le problème des réfugiés doit être réglé hors des frontières d'Israël", a-t-il dit. "Leur retour va l'encontre du maintien d'Israël comme Etat juif."

AFP

14 juin 2009 20h01)

<http://www.romandie.com/ats/news/090614180106.tql4sfr7.asp>

3-5 Israël Fête Sa Paranoïa Collective Pendant 5 Jours et Prépare Sa Prochaine Guerre "Préventive".

Tournant N°3 Suivi D'Apocalypse 0809

Du Dimanche 31 Mai au Jeudi 4 Juin, état d'alerte maximum sur tout le territoire israélien, grand branle bas de combat lors d'exercices organisés conjointement par la sécurité civile appelée Autorité Nationale pour l'Etat D'Urgence, et l'armée, au cours d'une opération intitulée "Turning Point 3 - Tournant N°3". Le gouvernement israélien ayant annoncé que ces exercices étaient les plus grands jamais organisés en Israël, on peut se demander ce qu'était les deux opérations précédentes, Tournant N°2 et Tournant N°1 ? Que cache ces scénarios catastrophes à quelques semaines d'une nouvelle période estivale qu'Israël pourrait être tenté d'exploiter pour lancer une attaque comme ce fut déjà le cas en été 2006 avec la guerre du Liban ?

Tournant N°3 débute avec une "guerre de Gaza", puis les hostilités s'étendent avec une guerre au nord d'Israël, et en plus de cela, les forces mobilisées vont s'entraîner à un scénario de soulèvement et d'émeutes d'arabes israéliens. Selon le scénario général, cette guerre régionale simulée implique le Hamas, le Hezbollah et la Syrie (qui a passé des accords de défense avec l'Iran) avec une escalade qui devrait atteindre son point culminant au bout de trois mois par une attaque globale de missiles sur Israël. D'abord le front de Gaza est réactivé et l'armée israélienne lance une nouvelle offensive terrestre contre le Hamas. Après 60 jours de combat dans Gaza, les tensions dans le nord augmentent au point que l'armée israélienne est obligée de faire appel à tous ses réservistes et lance une guerre contre le Hezbollah. S'en suit également des émeutes dans le pays avec un soulèvement des arabes israéliens.

Dimanche se sont les ministres en réunion qui inaugureront l'état d'urgence nationale suivi lundi par le commandement de l'armée, de la sécurité civile, l'instauration de l'état d'urgence économique, la mobilisation de la police, des ministères gouvernementaux, et des autorités locales. Mardi c'est au tour des Israéliens, à l'appel des sirènes, de se mobiliser en s'enfermant au choix soit dans une pièce sécurisée chez eux, ou en allant dans les abris les plus proches, s'ils en existe, car, depuis la guerre du Liban de 2006, rien ou presque n'a été fait dans ce sens.. Mercredi le cabinet de sécurité nationale participera à l'opération ainsi que le système national d'information (radio, TV) et jeudi des unités de l'armée s'entraîneront. En plus du scénario d'une guerre sur plusieurs fronts, des exercices sont prévus pour une attaque suicide, une catastrophe naturelle, une épidémie ou un problème dans le fonctionnement d'une entreprise manipulant des matériaux dangereux.

Le but de ces exercices selon le vice ministre de la défense israélienne, Matan Vilnai, passé sans encombre du gouvernement Olmert à celui de Netanyahu, c'est de développer une " culture de l'urgence" (euphémisme pour culture de la paranoïa) au sein de la population juive israélienne. " Tout l'état d'Israël est à portée de missiles ennemis, inclus le Negev. Chacun doit savoir qu'il existe une probabilité que dans la prochaine guerre un missile tombera dans son arrière cour." A Paris, Londres, Berlin, Moscou, les habitants sont également " à portée de missiles", et pour rajouter un peu de frayeur, de missiles nucléaires pouvant aussi atterrir dans leur arrière cour, balcon, voire même dans leur chambre à coucher. Et alors ?! Faut-il pour cela céder à la paranoïa collective ? Israël se sentirait-il plus menacé que d'autres, plus menacé qu'avant ? Pourquoi entretenir cette psychose ? Bref, avec Tournant N°3 c'est la Totale, de quoi développer chez une population déjà encline à se vivre en état de paranoïa et victimologie permanentes un besoin "instinctif" d'actions d'autodéfense violentes, bestiales, dite "préventives". Un sondage récent indique que plus de la moitié de la population juive israélienne soutient une action "préventive" de bombardement contre l'Iran. Au conditionnement par propagande médiatique intensive, lavage de cerveau politique par les ténors de la dramatisation holocaustique tels Netanyahu et Lieberman, s'ajoutent donc ces 5 jours de fête nationale de la paranoïa collective avec toute la panoplie grandiose de justification du passage à l'acte violent vécu intérieurement et montré au monde extérieur comme "défensif". En réalité toute cette mise en scène à une double fonction. D'abord entretenir cette paranoïa qui est à la base même de la création de l'état sioniste puisque d'après cette idéologie sectaire politico messianique, il n'y aurait qu'en Israël que la sécurité des Juifs serait assurée, à cause de l'antisémitisme récurrent, et/ou de sa nouvelle formule "antisionisme" comme se complaisent à l'affirmer régulièrement dans les médias et autres reportages, études, livres etc... les propagandistes sionistes. Sauf qu'en réalité, le seul endroit actuellement sur la planète où les Juifs sont le moins en sécurité c'est justement Israël. Contradictoire non ? ! Irrationnel très certainement, mais c'est sur cette irrationnel calculé que table le Sionisme pour terroriser les Juifs qui se sont installés en Palestine, et ceux qui vivent en sécurité à l'extérieur d'un territoire que certains illuminés ont attribué en héritage, en interprétant et matérialisant à leur façon des intentions divines, à un peuple dit "Juif", fruit de leur imagination malade.

La deuxième fonction de cette exercice grandiose digne d'un film d'Hollywood style "Apocalypse 0809", véritable psyop, c'est de préparer mentalement les opinions publiques mondiales, le monde des Goyim, à une nouvelle guerre lancée par Israël, avec en arrière plan des consciences, l'image d'un pays projeté sur les écrans TV comme étant "menacé, entouré d'ennemis multiples qui veulent sa destruction". La guerre du Liban en 2006 et celle de Gaza Décembre 2008/Janvier 2009 ont sérieusement endommagé l'image d'Israël dans le monde entier. Tournant N°3 vise donc également à réparer cette image et surtout recréer celle d'un état fragile qui doit absolument se défendre "préventivement".

Mais derrière tout cela qu'en est-il des véritables intentions des Sionistes ?

Apocalypse 0809 avec la complicité d' Obama

Faut-il se fier à l'apparente opposition Obama-Netanyahu concernant le programme nucléaire iranien comme s'empresser de le "dévoiler" la presse occidentale, Obama voulant, d'après ce qu'on peut y lire, engager le

"dialogue " avec l'Iran, et Netanyahu se faisant de plus en plus menaçant, bien décidé à "sauver Israël " d'un nouvel "Holocauste" mais également, dans sa grande générosité, à sauver le monde des Goyim. Israël va-t-il attendre tranquillement pendant les six prochains mois tandis que les centrifugeuses iraniennes - 6000 actuellement en activité selon le président iranien Mahmoud Ahmadinejad au centre d'enrichissement d'uranium de Natanz - tournent à plein régime aux vues et aux sus de tous puisque sous surveillance de l'AIEA ? Certainement pas si Netanyahu a ramené à la maison après sa visite à Washington la quasi certitude que l'Administration Obama est prête à accepter l'idée d'une capacité nucléaire iranienne civile par opposition à une capacité nucléaire militaire dont les différentes agences de renseignements US n'ont trouvé aucune trace depuis 2003.

Certainement pas si on s'en réfère aux expériences passées, celle de l'attaque israélienne contre le réacteur nucléaire irakien d'Osirak en 1981, et celle en 2007 en Syrie contre un site qu'Israël suspectait d'abriter une activité nucléaire. Deux attaques "préventives" présentées comme des actes "d'auto-défense", mais qui étaient en réalité des actes de guerre.

De plus, Israël a pris l'habitude de lancer des attaques surprises quand le monde est en vacances, ou qu'il y a une vacance de pouvoir dans un pays concerné. En Juillet/Août 2006, Israël a attaqué Le Liban, et plus récemment, l'armée israélienne a lancé l' Opération Plomb Durci contre la Bande de Gaza juste avant la nouvelle année 2009 et peu de temps avant qu' Obama ne soit investi à la Maison Blanche. Cette opération s'est d'ailleurs terminée deux jours avant l'entrée en fonction d' Obama, suite à une entente Tel Aviv-Washington, ce dernier ayant donné son feu vert à cette opération et approvisionné l'armée israélienne en mini bombes DIME cancérogène à guidage laser, ce qui fait des Américains les complices des crimes de guerre commis par les Israéliens contre la population civile de Gaza.

Puis, c'est l'entrée en scène d' Obama : opération de charme d' Obama, d'abord en direction des populations arabo musulmanes lors de sa visite en Egypte le 4 Juin prochain, puis en direction des populations européennes le 5 Juin avec sa visite en Allemagne au camp de Buchenwald, histoire de raviver en Europe le sentiment de culpabilité pour le génocide juif commis par les Nazis et par association d'idée la nécessité de soutenir, quoiqu'il fasse, l'état sioniste né de ce "pêché originel", enfin le 6 Juin en France pour la commémoration du 65 ème anniversaire du débarquement et le rappel de la mission "salvatrice" de l'armée américaine.

Après toutes ces activités de psyop massivement relayées par les organes de propagande médiatiques, pour "endormir le poisson", le Big Show sanglant sioniste pourra commencer. Big Brother Obama, qui bien sûr n'aura pas donné son feu vert mais comprend l'angoisse existentielle de l'entité sioniste et son besoin d'agir pour "se défendre", volera ensuite au secours de son allié avec lequel il entretient une "relation spéciale" et dont il s'est engagé à assurer la sécurité. Quant aux bons petits soldats sarkofrançais, ils sont déjà arrivés sur place, à Abu Dhabi, face à l'Iran, prêts éventuellement à être irradiés.

Les vacances d'été approchent, de même qu'une transition politique en Iran puisque les élections présidentielles sont fixées au 12 Juin.

Alors, s'achemine-t-on vers un été 2009 particulièrement chaud au Moyen Orient, avec un scénario catastrophe type Apocalypse 0809 ?

Restons mobilisés et en état d'alerte maximum en ce qui concerne le plan VigiSionisme.

http://www.planetenonviolence.org/Israel-Fete-Sa-Paranoia-Collective-Pendant-5-Jours-Prepare-Sa-Prochaine-Guerre-Preventive-Tournant-N-3-Suivi-D_a1922.html

3-6 Gilad Atzmon: Le monstre à trois pattes.

Contrairement à ses frères et sœurs cosmopolites, qui diffusent le sionisme et le racisme tribal en se revêtant d'oripeaux libéraux et progressistes, Melanie Philips est, quant à elle, très directe.

L'autre jour, elle a défini ce qu'est le sionisme, à ses yeux, d'une manière particulièrement limpide :

« Le sionisme », écrit-elle, « c'est simple : c'est le mouvement d'autodétermination du peuple juif.

Et ce mouvement a plus de sens que n'importe quel autre mouvement de libération nationale, parce que le judaïsme repose sur trois pieds : le peuple, la religion et la terre. Qu'un seul de ces trois pieds vienne à être amputé, parce que sa légitimité aura été niée, et c'est l'ensemble qui s'écroule. C'est la raison pour laquelle l'antisionisme est bien davantage qu'une prise de position politique agaçante : c'est une attaque frontale, contre le judaïsme lui-même. »

Melanie Philips ne laisse que très peu d'espace à la spéculation intellectuelle. Pour elle, non seulement le sionisme est un mouvement national légitime, mais ce mouvement « a plus de sens que n'importe quel autre », parce qu'il « repose sur « trois pieds ».

À y réfléchir ne serait-ce qu'une seconde, c'est en effet, vraiment important, pour quelque chose, de reposer sur trois pieds. Personnellement, je ne repose que sur deux jambes (et des poussières...). D'ailleurs, à l'occasion, quand je me tiens debout, à poil, devant un miroir, j'aimerais vachement être le sionisme...

Comme l'affirme mordicus Melanie Philips, le sionisme est en effet un amalgame de trois ingrédients juifs : le peuple, la terre et la religion. C'est cette mixture même qui fait du sionisme un narratif épique triomphant. C'est cette mixture qui a fait du sionisme, de manière de plus en plus accentuée au cours du vingtième siècle, l'identifiant collectif symbolique du peuple juif. C'est le sionisme qui est parvenu à réinventer le peuple juif en tant que nation dotée d'une aspiration lucide idéologique, spirituelle et géographique. Pourtant, autant le sionisme est quelque chose de parfaitement logique pour de très nombreux juifs de par le monde, il a de moins en moins de sens pour ceux qui n'ont pas l'heur d'être « élus », c'est-à-dire pour tout le reste de l'humanité. La raison est

simple : les juifs sont certes libres de célébrer collectivement leurs symptômes, mais ils ne sont pas exactement fondés à le faire, dès lors que c'est au détriment d'autrui.

Le sionisme s'est arrangé pour interpréter le judaïsme comme un permis brutal de piller et de massacrer. Il a transformé un texte spirituel en plan cadastral. Il a essentiellement inventé la nation juive. Il a alors assigné à la nation nouvelle-née sa mission d'aspiration géographique immorale, non sans certaines conséquences coloniales et raciste calamiteuses.

L'on est fondé à se demander comment le sionisme a réussi à avoir un tel succès, comment il a pu s'en tirer à aussi bon compte avec ses crimes, et comment il a réussi à agir de la sorte aussi longtemps. En fin de compte, la mixture empoisonnée composée de « terre », de « religion » et de « peuple » se situe aux antipodes de la narration culturelle et politique occidentale de l'après-deuxième guerre mondiale (faite de cosmopolitisme / multiculturalité / multi-confessionnalisme / frontières ouvertes).

J'ai tendance à penser que l'équation établie par Melanie Philips : « sionisme = judaïsme » est la plus efficace de toutes les tactiques sionistes. Elle conduit à une paralysie sévère de l'opposition la plus humaniste au sionisme. La raison est évidente : des êtres moraux ordinaires ne savent pas de quelle manière dés-emberlificoter les nœuds générés par cette formule explosive qui les conduit à la critique d'un système religieux.

De fait, une des façons possibles consiste à contester l'équation de Melanie Philips. Non, le sionisme n'est pas l'équivalent du judaïsme : le sionisme n'en est qu'une interprétation bornée et radicale. Il s'empare de la notion morale juive de l'élection, et il en fait un vulgaire programme politique de suprématie. Loin d'être le judaïsme, le sionisme est, en réalité, le visage authentique de l'idéologie juive. Le sionisme est raciste, le sionisme est chauvin, le sionisme est avide de puissance ; mais il est différent du judaïsme, car celui-ci est centré autour de la crainte de Dieu, alors que le sionisme n'a absolument peur de rien. Par conséquent, il est correct d'avancer que le fait de s'opposer au sionisme revient à s'opposer à l'idéologie juive ou à ce que j'appelle, pour ma part, la « judéité » [*jewishness, par opposition à judaism, NdE*].

Il faut rappeler que le sionisme se considère lui-même comme un mouvement rationnel et éclairé. Jusqu'à un certain point, en tant qu'idéologie et que praxis, il tente de se comprendre lui-même, et il recherche des explications ou, à tout le moins, des justifications en des termes rationnels et historiques (plutôt qu'en termes éthiques). Melanie Philips, il faut le dire, propose une argumentation cohérente. Elle dit : « voilà ce que nous sommes », en suggérant que « leur » enlever ce droit serait leur dénier « leur » droit à l'existence.

Je pense que le cadre de raisonnement de Melanie Philips est correct : c'est sa terminologie qui, en revanche, est légèrement trompeuse. Le sionisme n'est pas égal à la religion, mais, bien plutôt, le sionisme et la judéité sont intrinsèquement connectés. Si nous voulons réellement nous opposer au sionisme, nous allons entrer inévitablement en conflit avec l'idéologie juive. S'opposer au sionisme, c'est reconnaître que nous avons un problème avec les « trucs juifs ». Toutefois, il convient de noter que si des sionistes tels que Melanie Philips sont fondés à suggérer une identité entre le sionisme et le judaïsme, l'opposant au sionisme ne devrait pas hésiter à faire de même, et donc à étendre la critique du sionisme à l'idéologie juive et à ce qu'il y a éventuellement, au-delà.

Je l'ai déjà indiqué, de nombreuses fois, par le passé : comme de juste, ce sont, de fait, des dissidents sionistes et des dissidents israéliens qui semblent promouvoir le discours antisioniste et, cela, pour une raison toute simple : les dissidents israéliens sont loin d'être réticents à dénoncer leur passé collectif, ou à réfléchir sur lui.

Contrairement aux activistes de gauche de la diaspora juive, qui sont prompts à rejeter toute complicité dans les crimes israéliens en criant : « pas en mon nom ! », certaines voix israéliennes dissidentes tendent à assumer leur responsabilité directe. Ceux-là comprennent la notion de culpabilité, et ils la transforment en responsabilité. Il y a, de cela, un mois, le quotidien israélien Haaretz a publié un article d'Uri Avnery, dans son édition spéciale du « Jour de l'Indépendance d'Israël ». Cet article, intitulé « Vivre avec la contradiction » [*Living With The Contradiction*], était la tentative d'un humaniste israélien de se colleter avec son propre péché originel, dans le cadre d'une perspective historique.

Avnery est un écrivain absolument étonnant. Bien que j'aie tendance à ne pas être d'accord avec lui sur diverses questions, l'homme est, sans nul doute, porteur d'un message rationnel, dans cet État maudit. Contrairement à Melanie Philips, qui soutient le sionisme de loin, Avnery a combattu dans les commandos en 1948. Il fut lui-même impliqué dans la création d'Israël. « Nous savions que si nous remportions la guerre, il allait y avoir un État, et que si nous étions vaincus, il n'y en aurait pas – et que nous ne serions plus là non plus, d'ailleurs ».

À la différence de Melanie Philips, qui ne fait que parler d'« une terre », Avnery fut l'un de ceux qui envahirent la terre (de Palestine) et en chassèrent les habitants.

« Nous n'avons laissé aucun Arabe derrière notre ligne de front, et les Arabes firent de même ». Et pourtant, Avnery, contrairement à Melanie Philips, là encore, comprend que l'amalgame opéré par les sionistes entre peuple, terre et religion ne peut conduire qu'à la catastrophe.

Le péché originel d'Israël n'est pas exactement ce qu'on pourrait appeler une recette de paix.

« Comment, dès lors », demande Avnery, « pourrions-nous résoudre la contradiction entre nos intentions et nos sentiments de l'époque où nous avons établi l'État et où nous l'avons payé de notre sang, purement et simplement, et l'injustice historique que nous avons infligée à l'autre côté ? »

Avnery poursuit : « La résolution de cette contradiction est nécessaire à notre santé mentale, en tant que nation et en tant qu'êtres humains, et elle est le premier pas vers une réconciliation future. Nous devons avouer et reconnaître les conséquences de nos actes, et réparer ce qui peut l'être, sans en désavouer pour autant notre passé et notre innocence juvénile. » Avnery s'échine à expliquer, plutôt qu'à justifier le péché de 1948, et

néanmoins, il est en quête de réconciliation... Il comprend que l'État sioniste ne pourra qu'être voué à la destruction, à moins qu'il ait le courage d'affronter son passé.

J'aimerais que ceux qui apportent leur contribution au discours de la solidarité avec les Palestiniens aient le courage dont font montre Melanie Philips et Avnery.

J'aimerais qu'à l'instar de Melanie Philips, nous ayons le courage de mettre le signe d'égalité entre le sionisme et le judaïsme - mais afin de l'utiliser comme un levier critique.

J'aimerais que nous soyons capables de considérer la Nakba, à l'instar d'Avnery, avec peur et tremblement – mais pour en tirer la conclusion nécessaire, c'est-à-dire en exigeant le droit au retour chez eux des réfugiés palestiniens !

Gilad ATZMON

Source : *Palestine Think Tank* - The Three-Legged Monster

Article original publié le 23/5/2009

Traduit par Marcel Charbonnier.

Édité par Fausto Giudice

Fausto Giudice est membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur, le réviseur et la source.

URL de cet article sur Tlaxcala : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=7722&lg=fr>

3-7 Leila mazboudi : Turning Point 3: Israël en danger, grands tournants dans sa stratégie militaire.

Pour la première fois depuis son implantation dans la région, l'entité sioniste se prépare à l'éventualité d'une guerre globale bien plus longue que les précédentes.

Pour la première fois, le front intérieur est particulièrement concerné dans tous les scénarios imaginés par les stratèges militaires israéliens.

Dans les manœuvres "Turning Point" en cours, on le voit bien: toute la société israélienne est impliquée:"

l'objectif des manœuvres est de faire sentir à tout Israélien qu'il est concerné et de l'amener à prendre les mesures de préventives adéquates", a expliqué le vice-ministre de la guerre israélien, Mati Felnaï.

À la lumière de ces manœuvres, il est bien clair que l'idéologie militaire israélienne a vraiment opéré un remaniement de taille. Celui-ci a été entamé au lendemain de la défaite israélienne dans la guerre de juillet 2006, et puis, plus tard, en fonction des recommandations émises par la Commission Winograd, chargé par l'ancien cabinet israélien d'évaluer les raisons des failles du système militaire israélien.

Fortement dépendante de la supériorité des forces aériennes dans toute la région, cette stratégie baptisée " bras long", après avoir fait ses preuves durant toutes les guerres menées contre les pays arabes, en 1967, et en 1973, s'est avérée incapable de faire de même en 2006, face au Hezbollah. De surcroît, ce dernier est parvenu durant les 33 jours de combat à frapper de ses roquettes sans arrêt, au cœur de l'entité sioniste, obligeant plus d'un million d'Israéliens à rester dans les abris. Cela ne s'était jamais vu auparavant.

Du coup, c'est la stratégie "des bras entrecroisés " qui est mise au point: premier tournant, elle inclut le front intérieur, pendant longtemps épargné. Il faut le consolider, en élevant le niveau d'urgence, et en maximalisant la coordination entre les différents organismes israéliens, en cas de frappe.

Deuxième tournant, ce sont les missiles à longue et moyenne portée, pouvant provenir de l'Iran ou de la Syrie et les roquettes de courte portée, aux mains du Hezbollah et du Hamas, qui sont considérés comme étant la principale menace, surtout pour le front intérieur.

Présentés comme étant l'antidote à la supériorité aérienne israélienne, leur menace est d'autant plus importante qu'ils exploitent un point de faiblesse israélien: l'exiguïté géographique de la superficie de l'entité sioniste, qui rend facile le bombardement des positions militaires de par le pays.

Les manœuvres montrent bien que malgré le développement et le déploiement de systèmes anti missile, Patriot et Hitz 2, la menace de ces missiles n'est pas déracinée pour autant.

Or pour des observateurs, les récentes manœuvres ne sont que la partie immergée de l'iceberg. Et c'est là que réside le troisième tournant. Elles couvrent celles qui impliquent les brigades de l'infanterie, notamment la réputée unité Golani, complètement déroutée pendant le conflit de juillet face aux combattants du Hezbollah. La désignation comme chef d'état-major d'un militaire d'infanterie, le général Gabi Ashkénazi, alors que son prédécesseur Dan Haloutz, était issu des forces militaires aériennes, a été le prélude à des entraînements intensifs organisés régulièrement dans un environnement simulant les régions libanaises et palestiniennes.

D'autres exercices impliquant les bombardiers et les avions de chasse étaient à l'ordre du jour le mois dernier. La distance expérimentée est celle qui sépare l'entité sioniste de l'Iran

Naturellement, en parallèle à ces manœuvres, une question s'impose: celle de savoir si ces exercices s'inscrivent dans un cadre offensif, défensif, ou alors préventif.

Une première lecture de ces manœuvres, perçoit une volonté belliqueuse chez l'entité sioniste. À la lumière de son sentiment d'être réellement mise en danger existentiel, par une coalition quadripartite: l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et le Hamas. Et à la lumière du refus américain de s'adosser cette tâche.

Avec l'avènement au pouvoir du duo israélien Netanyahu-Liebermann particulièrement engagé pour mettre fin à tout ce qui menace l'entité sioniste, cette lecture prend de plus en plus le devant par rapport à celle qui soutient

l'objectif défensif, au motif que les conséquences d'une offensive qui a de forts risques de dégénérer en un conflit régional, ne sont pas garanties pour l'entité sioniste. Et bien entendu, elle minimise la lecture qui entrevoit une dimension préventive à ces exercices, à caractère politique: question d'influer sur le cours des élections législatives au Liban (7 juin), sur celui des élections présidentielles en Iran (12 Juin), voire sur le cours des pourparlers américano-iraniens prévus après le scrutin.

Selon des observateurs, il ne s'agit plus pour les Israéliens d'appliquer le sacro-saint crédo militaire: "empêcher la guerre en la préparant". Mais d'aller vraiment vers la guerre, même si celle-ci est hautement riquée.

A l'instar de toute entité belliqueuse qui, après avoir tout essayé, ne peut plus voir de chemin de salut, que celui du suicide collectif.

Leila mazboudi

http://www.alterinfo.net/Les-scenarios-presumes-des-manoevres-israeliennes_a33002.html

3-8 Amira Hass : Tués à bout portant par l'armée israélienne à Gaza - Quelle justification?

Les soldats israéliens ont tué 93 Palestiniens à bout portant d'après une étude demandée par Ha'aretz. Parmi les 1 400 Palestiniens tués durant l'opération Plomb durci en décembre et janvier derniers, 1 085 l'ont été par les attaques aériennes selon une étude réalisée par le groupe Mezan, organisation pour les droits de l'homme basée à Gaza. Les soldats israéliens ont tué 93 Palestiniens à bout portant d'après cette étude demandée par Ha'aretz.

Même avec une marge d'erreur possible, Mezan est confiant dans ses chiffres qui montrent que 7% des tués ont été touchés par des tirs à bout portant. Du fait qu'il s'agit de gens tués à bout portant, les journalistes s'y intéressent souvent, à partir de points de vue différents. Les opinions des soldats, par exemple, ont été rendues publiques, après débats internes, par des étudiants des cours préparatoires prémilitaires Yitzhak Rabin.

Les Forces de défense israéliennes ont-elles examiné soigneusement chaque cas des tués à bout portant et estimé qu'ils étaient justifiés ? Les soldats, parfois les seuls témoins du meurtre, partagent-ils tous la position de l'armée ?

Raya Abu Hajaj, 65 ans, et sa fille Majeda, 35 ans, étaient parmi les personnes qui fuyaient la zone agricole de Johor Ad-Dik, à quatre ou cinq kilomètres au sud du passage de Karni en Israël. A 6 h 30 du matin, le 4 janvier, premier dimanche de l'offensive terrestre, un des obus qui sont tombés dans le secteur a percuté la façade nord de la maison familiale d'Abu Hajaj ; une jeune fille a été touchée par un éclat d'obus à une main. Selon Salah Abu Hajaj, le fils de Raya, les soldats israéliens ont interrompu les émissions de radio et ordonné aux habitants de quitter leur maison en brandissant des drapeaux blancs. Abu Hajaj et la famille voisine des Safadi - 29 personnes en tout - ont décidé de partir de Gaza ville.

Les adultes marchaient en tête du groupe, portant les petits enfants ; Majeda et Ahmed Safidi agitaient des chiffons blancs. Ils marchaient vers l'ouest, en direction de la route de Salah Ad-Din. Près d'une maison en construction, de la famille Dughmush, à environ 300 mètres de chez les Safadi, ils ont remarqué un groupe de chars d'assaut à l'arrêt. Les deux familles ont poursuivi leur marche. L'un des chars était dans un champ tourné vers le nord, il a commencé à se mouvoir vers l'ouest, parallèlement à eux.

Soudain, le char s'est mis à tirer, apparemment à la mitrailleuse, tout en se déplaçant, provoquant la panique dans le groupe. Les gens ont fait demi-tour en courant, vers l'est. Salah a vu un soldat émerger à demi de la tourelle du char. Le char était alors à une distance de 50 à 100 mètres d'eux. Salah a entendu les tirs. Il a vu sa mère et sa sœur s'écrouler. Leurs corps ont été enlevés deux semaines plus tard de cet endroit.

Un responsable militaire était-il au courant ?

Ha'aretz a envoyé le questionnaire suivant au bureau du porte-parole des FDI, le 19 mai :

« La décision de tirer depuis un char d'assaut sur un groupe de piétons brandissant des drapeaux blancs émane-t-elle d'un soldat isolé ou de plus haut ? S'agit-il d'un officier du char ou d'ailleurs ? Y a-t-il des renseignements indiquant qu'un combattant armé se serait caché parmi ces civils et sur lesquels on aurait fondé les tirs sur les civils dans le respect des règles des FDI ? Ces gens constituaient-ils une menace pour la vie des soldats dans les chars, et comment se fait-il qu'il n'y ait eu aucun tir des chars qui étaient à l'ouest de la route, près de la maison des Dughmush ? Les noms de Rava et de Majeda Abu Hajaj figurent-ils sur la liste FDI des personnes tuées ? »

Réponse du bureau du porte-parole le 21 mai :

« L'information qui nous a été remise par la journaliste a été vérifiée sur une période de plusieurs jours par les unités des FDI en opération dans le secteur. Après examen, il est apparu clairement que l'armée n'avait aucune connaissance de cet incident. Nous souhaiterions que la journaliste nous adresse des informations complémentaires qui pourraient, avec son autorisation, nous être utiles. Il faut noter que durant l'opération Plomb durci, le Hamas s'est cyniquement servi de la population civile comme "bouclier humain" ».

Le 5 janvier, entre 4 et 5 h du soir, des soldats appartenant apparemment à l'unité d'infanterie Golani ont pénétré par effraction dans la maison de Samir Rashid, dans le quartier Izbet Abed Rabbo, dans l'est de Jabalya. Ils ont défoncé le mur ouest de la maison et ont pénétré dans la cage d'escalier. En face de la maison, il y a une mosquée où trois membres des brigades Iz al-Din al-Qassam du Hamas s'étaient retranchés. L'armée a bombardé cette maison entre le 5 et le 6 janvier. Selon plusieurs interviews par Ha'aretz, durant ces heures, les

soldats des FDI ont obligé les civils palestiniens à marcher devant eux pour pénétrer dans les maisons et les fouiller.

Utilisant des grenades offensives, les soldats sont montés jusqu'au deuxième étage de la maison Rashid où toute la famille s'était regroupée. Samir et Munir Rashid ont ouvert la porte aux soldats, mettant aussitôt leurs mains sur la tête. Les soldats ont ordonné à Munir de leur remettre la clé de la porte d'entrée en fer et de les accompagner pour la fouille des pièces de l'étage supérieur. Quelques minutes plus tard, quand Munir est revenu avec la clé, il a vu les soldats emmenant son frère sur une civière.

Samir était vêtu seulement de son pantalon ; du sang coulait de sa poitrine dénudée. Son cadavre est resté devant le bâtiment jusqu'au 14 janvier. Au vu des taches de sang qui furent découvertes par la suite, on peut conclure que Samir Rashid a été abattu sous le porche orienté sud-est de la maison à quatre étages. Deux semaines plus tard, après la fin de l'agression, on ne trouvait aucune trace de tir sur le mur du porche.

« Ils ont riposté à des tirs de terroristes ».

Questions d'Ha'aretz au bureau du porte-parole des FDI : « Samir Rashid travaillait pour l'Agence de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA). Selon sa famille, l'agence et les journalistes ont déjà demandé aux FDI pourquoi Samir Rashid avait été abattu. D'après la famille, les FDI ont répondu que Rashid avait tenté de s'échapper. Peut-on en conclure que Samir Rashid a été tué à bout portant ? Les FDI ont-elles examiné les circonstances entourant la mort de Samir Rashid ? »

Réponse du porte-parole : « Après examen, il est apparu clairement que les soldats des FDI avaient tiré au cours de leur mission dans le secteur en question et qu'ils ont riposté à des tirs de terroristes. Lors de l'échange de coups de feu dans une zone de combat, un homme a été blessé. Les allégations de tirs à bout portant sont totalement dénuées de fondement. »

La date à laquelle Jamila Da'ur, 61 ans, et son fils Mohammed, 32 ans, ont été tués n'est pas connue. Le 18 janvier, leurs corps ont été trouvés à l'entrée de leur maison dans le quartier Atatra. Quelqu'un avait recouvert le corps de la femme avec une couverture, apparemment quelques jours après sa mort car il n'y avait aucune trace de sang sur la couverture. Mohammed a été retrouvé avec ses mains qui avaient commencé à remonter sa chemise.

La nuit du 3 janvier, un samedi, quand les explosions et les bombardements se sont intensifiés, la famille Da'ur a voulu fuir son domicile. Mais fuir était tout aussi dangereux ; des bombes tombaient tout autour, une roquette a blessé l'un d'eux et des morceaux de verre tombaient sur la tête des gens au loin. La famille Da'ur n'a pas été plus loin qu'une centaine de mètre de sa maison, elle a passé la nuit totalement en éveil et effrayée chez un voisin.

Le lendemain, Jamila et Mohammed ont réussi on ne sait comment à revenir dans leur maison, apparemment pour y chercher des documents et quelques objets de valeur. Dans l'après-midi, les FDI ont lancé des obus au phosphore blanc sur le secteur, tuant cinq membres de la famille Abu Halima. La dernière communication téléphonique avec Jamila et Mohammed Da'ur a eu lieu le dimanche soir. Deux matelas et un cendrier rempli de mégots ont été découverts dans un couloir le dernier jour des combats, et la famille en a conclu que tous les deux étaient encore vivants le lundi matin. Leur téléphone portable et leurs cartes d'identité avaient disparu.

Questions d'Ha'aretz au bureau du porte-parole des FDI : « Les deux personnes ont-elles été tuées parce qu'elles étaient dans un secteur que l'on avait demandé aux habitants d'évacuer ? Ont-elles été tuées parce qu'elles étaient soupçonnées de porter des armes, ou parce que des gens armés étaient proches d'elles ? »

Réponse du bureau : « Il y a eu enquête et nous n'avons rien trouvé. En surface, il semble que la journaliste est arrivée à des conclusions en se basant sur des suppositions et sur des renseignements. Le porte-parole de l'armée nie toute déclaration selon laquelle des soldats des FDI auraient tiré intentionnellement, sans raison, sur des Palestiniens non impliqués (dans les combats). Les soldats des FDI et leurs officiers sont formés et ont agi en conformité avec les règles du droit international de la guerre, et un gros effort a été accompli pour réduire le nombre de blessés parmi la population civile, en dépit de la scandaleuse utilisation des civils par le Hamas. »

[Amira Hass](#)

1er juin

Voir en ligne : <http://www.info-palestine.net>

<http://www.alterinter.org/article3277.html>

3-9 Jean-Marie Gläntsen : Internationalisation de Jérusalem.

« La Ville de Jérusalem sera constituée en corpus separatum sous un régime international spécial et sera administrée par les Nations unies.

Le Conseil de tutelle sera désigné pour assurer, au nom de l'Organisation des Nations unies, les fonctions d'autorité chargée de l'administration » .

On oublie souvent de mentionner le statut international de Jérusalem et des lieux saints « recommandé » par la résolution 181 et sans lequel la délégation sioniste à New-York elle-même reconnaissait explicitement qu'elle n'obtiendrait pas le vote de pays (sud-américain en particulier) sous influence catholique.

Mais, comme toujours, les sionistes n'avaient aucune intention de respecter cette clause et ils l'ont immédiatement montré dans les faits.

Jaffa, l'oubliée des cartes

La demi-commission pro-sioniste de l'UNSCOP, à côté de la demi-commission plutôt pro-arabe dont les suggestions furent méprisés, qui a, de fait, rédigé l'essentiel du texte de la résolution/recommandation 181 n'était

pas tout à fait inconséquente. Et c'est pourquoi le texte attribuait aux Arabes le port de commerce international de Jaffa (« même ») totalement entouré de terres données « généreusement » aux sionistes. S'il faut admettre qu'il n'est pas facile de faire figurer ce « détail » sur une carte de petite taille prétendant illustrer le partage territorial – en huit parties de fait ! – de la Palestine, tout évocateur sérieux dans un livre ou sur un site devrait au moins le préciser en note. Et ce peut justement être un critère de sa maîtrise réelle du sujet, car ça n'a rien d'un détail en soi.

(Extrait ci-joint de la carte officielle de la résolution/recommandation contraire à la Charte)

Association économique

Même remarque pour ce qui est de l'association économique « recommandée » par la 181. C'était en fait quasi vital pour les deux « états ». Là encore les majoritaires sionistes ont fait semblant d'accepter sans aucune intention de permettre la viabilité économique de ces Arabes « qui ne comprennent que la force ». Eux qu'on avait l'intention explicite d'expulser par la force au-delà du Jourdain, considérant que « Les vieux mourront et les Jeunes oublieront » comme disait le fanatique affamé de pouvoir despotique Ben Gourion qui s'engagea, dans sa déclaration d'indépendance ultérieure, entre autres propos fallacieux ou biaisés, à faire rédiger une constitution qui n'existe toujours pas en 2009.

« Bref » une résolution/recommandation sous influence sioniste dont certains zélés forumers néga-sionistes vont jusqu'à écrire effrontément qu'elle fut non seulement approuvée, mais signée par le Yichouv (gouvernement provisoire sioniste). Alors que c'était officiellement pour ces néga-sionistes une « généreuse, conciliante et douloureuse résignation » - Sortez vos mouchoirs ! - , tandis qu'en fait un plan méthodique d'expulsion forcément meurtrier était déjà, semble-t-il, préparé par ces fourbes sûrs d'eux-mêmes et dominateurs. Tous les lieux d'habitation des personnes influentes de tous les villages arabes qui furent, pour beaucoup, finalement détruits avaient été répertoriés avec itinéraire pour s'y rendre. C'est dire si les fanatiques et fanatisants sionistes avaient la moindre intention de respecter cette résolution/recommandation –alibi.

CONCLUSION

Enormément de vecteurs d'opinions et de décisions dans le monde occidental et proche oriental, pour le moins, témoignent par leurs écrits et dires qu'ils ignorent que, sans consultation par référendum des autochtones concernés, l'irréaliste résolution 181 n'était qu'une recommandation, qui plus est contraire à la Charte de l'ONU, qui s'appuyait sur six pieds ou comportait, si l'on préfère cette image, six pierres angulaires : un état censé abriter éternellement majoritairement – donc anti-démocratiquement - des Juifs ou personnes se croyant de vieille ascendance multimillénaire telle (pré-établis ou « importés »), un état censé abriter majoritairement des Arabes autochtones, un statut spécial pour Jérusalem et les lieux saints, un indispensable port méditerranéen pour l'état arabe (Jaffa, entouré de terres attribuées arbitrairement à l'état de Juifs) destiné à la poursuite de l'indispensable commerce international de l'état arabe, et, enfin, une entente économique quasi vitale entre les deux états.

Un peu plus de six mois et demi après quand les Juifs ou personnes se croyant de vieille ascendance multimillénaire telle déclarèrent avec précipitation l'indépendance d'une entité (toujours en 2009) sans constitution et sans frontières et dont le nom avait été choisi par cinq voix contre quatre deux jours auparavant (soit le 12 mai 1948 au soir) aucune de ces bases n'était concrétisée conformément au texte de la résolution/recommandation. Et c'est toujours le cas en 2009.

Quoiqu'il en soit, elles et ceux qui ont fait des découvertes en lisant ce qui précède comprendront peut-être mieux combien on trahit, intentionnellement ou non, la juste cause palestinienne qui n'est évidemment pas celle des collabos d'une fraction décroissante de la seule droite du Fatah et des autres profiteurs palestiniens en tous genre quand on écrit

« 29 Novembre 1947 : l'Onu vote le partage de la Palestine en deux états, un arabe et un juif ».

Et c'est, hélas, très fréquent ; la « moins pire » formulation suivante tout aussi réductrice de la réalité étant « ... et un statut à part d'internationalisation de Jérusalem et des lieux saints » qui est souvent oubliée. Mais qui, il faut le dire, le fut également, intentionnellement ou non, lors de la déclaration d'indépendance du finalement « pas très clair » Yasser Arafat à Alger le 15 novembre 1988.

Quoiqu'en dise Pères lui-même, la résolution/recommandation 181 ne saurait constituer un texte légitimant l'inacceptable et l'irreconnaissable meurtrière création de l'entité sioniste qui, après la prise de conscience du drame vécu par une partie – « seulement » ! – des Juifs ou se croyant tels, ne pouvait plus être considérée comme l'indispensable et vital refuge pour tous les Juifs de la planète. Alors qu'en fait aucun texte honnête, fruit d'un vote libre, de la mythique et introuvable « communauté internationale » n'avalise cette création par des meneurs juifs de Palestine ou se croyant tels, , majoritairement « socialistes », plus ou moins fanatiques et affamés de pouvoir. Alors que leurs objectifs étaient jugés encore insatisfaisants pour les meneurs ultra-fanatiques de « droite » du Likoud des futurs premiers ministres Bégin et Shamir.

On ne saurait bien sûr imposer, dès qu'on veut parler de la résolution/recommandation 181, d'être aussi long que ci-dessus, mais vu l'importance mondiale que continue d'avoir le drame palestinien, en particulier sur le monde musulman, mais pas seulement, il y a un juste milieu, c'est-à-dire un minimum non déformant. Le minimum minimorum étant précisément d'accoler le mot recommandation, (à défaut de recommandation et pas prescription) à résolution.

Par exemple : « Le 29 novembre 1947, ne respectant pas leur Charte, sous l'influence conjuguée aux objectifs contradictoires de Truman, Staline, celle aussi de « la France » et, évidemment sous l'influence des sionistes de droite et de gauche (pas seulement futurs Israéliens) partisans d'un état exclusivement habité par des Juifs ou se croyants de vieille ascendance multimillénaire telle, alors que bien plus de 50 % des Juifs vivaient et vivaient

et vivent toujours en 2009 hors de l'entité sioniste toujours sans frontières, ni constitution, trente trois pays membres de l'ONU sur cinquante sept (alors que d'autres auraient dû légitimement en faire partie) votèrent la recommandation (seulement et pas la prescription) , d'un plan de partage de la Palestine (sans consultations des autochtones) . Et ce, en trois territoires dont celui à statut international des Lieux saints essentiel pour l'obtention de plusieurs votes. Sachant que la majorité requise était des deux tiers (mais paradoxalement) des seuls votants pour ou contre, et que trois voix indispensables furent extorquées par chantage, alors que celles de quatre pays étaient, de fait, mues par le grand frère soviétique »

L'éthique élémentaire l'imposant depuis le début, il est urgent que, pour la Paix pas seulement du monde musulman , mais de toute de la planète, vive au plus vite la Grande Palestine souveraine, laïque, pacifique de la Méditerranée au Jourdain pour le moins, incluant des ex-Israéliens à cœur humains ou repentis comme nationaux palestiniens et citoyens à part totalement entières ; voire même des résidents ex-Israéliens non racistes et pacifiques avec les droits habituellement donnés à des résidents dans les pays occidentaux.

C'est la seule issue juste et éthiquement admissible de l'extraordinaire et unique en son genre plus que sexagénaire drame palestinien,

<http://ddata.over-blog.com/xxxyyy/1/67/15/03/le-partage-de-la-palestine-du-point-de-vue-juridique.pdf>

<http://site.voila.fr/amoralite-natale>

http://leweb2zero.tv/video/raisonnez_7348b1e35a99b0e

Jean-Marie GLÄNTZLEN

Palestinophile sexagénaire français indépendant

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19